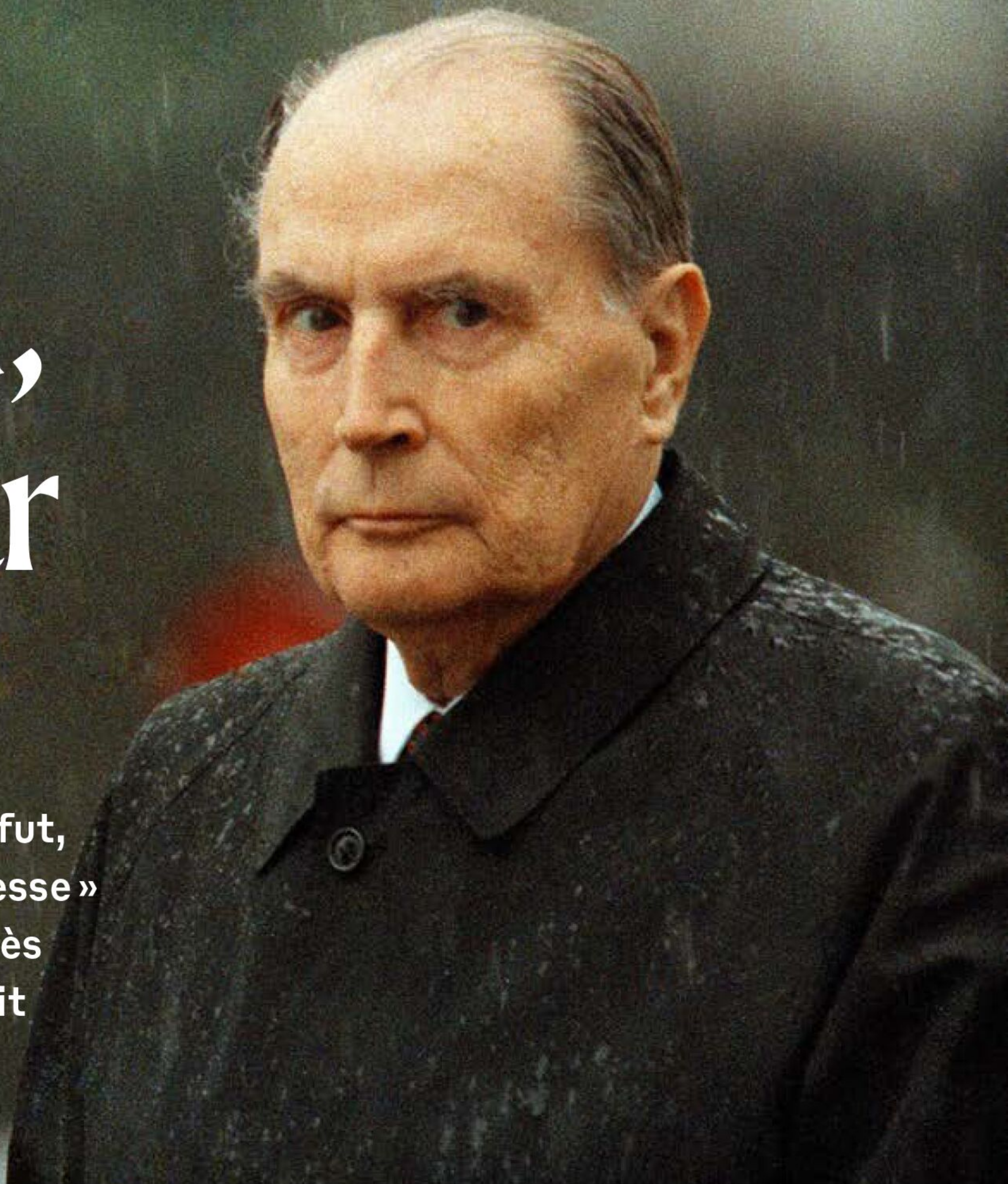


Mitterrand, rattrapé par ses secrets

On le disait rusé comme un Florentin. Il le fut, notamment en raison de « péchés de jeunesse » soigneusement cachés, puis d'un usage très personnel de la vérité avec laquelle il savait s'arranger... **PAR DENIS LEFEBVRE**



Qui fut, au juste, François Mitterrand (1916-1996)? On a beaucoup écrit sur ce personnage insaisissable aux vérités enchevêtrées et aux sincérités successives qui répétait à l'envi « L'Histoire jugera ». À défaut d'y vivre, il a occupé l'Élysée – le « château », selon le vocable de l'époque, tout est symbole – entre 1981 et 1995. Ébranlé, ce château l'a été à plusieurs reprises pendant ses deux septennats, sur fond de mensonges, surtout le second, quand certaines « affaires » ont été révélées, troublant l'opinion.

Le président a menti sur son cancer, sur la date où il a été découvert... septembre 1981 en réalité, mais il ne l'a rendu public qu'en 1992, après une opération. Aucun des bulletins de santé publiés à partir de son entrée à l'Élysée n'a fait référence à cette maladie. Dans un livre paru en 1996, *Le Grand Secret*, interdit dès sa publication pour violation du secret médical et atteinte à l'intimité de la vie privée, son médecin personnel, Claude Gubler, raconte

que le président lui a déclaré en 1981: « On ne peut rien révéler, c'est un secret d'État », avant d'ajouter: « Vous êtes lié par ce secret. » Préserver le secret, pour éviter des polémiques sur ses capacités à exercer sa fonction. Il a en tout cas amplement démontré qu'il le pouvait, et son courage a forcé le respect, y compris chez ses adversaires politiques.

« Un passé qui ne passe pas »

Il a aussi menti sur ses relations avec René Bousquet, l'ancien chef de la police de Vichy, l'organisateur de la rafle du Vél d'Hiv en 1942, condamné en 1948 à cinq ans d'indignité nationale, mais immédiatement relevé de cette déchéance pour services rendus à la Résistance. Puis il a repris une vie normale, entre affaires et politique, proche de François Mitterrand, qu'il aurait rencontré en 1942, candidat au nom de son parti aux législatives de 1958, soutenant financièrement certaines de ses campagnes; une photo le montre même attablé avec Mitterrand dans l'intimité de sa maison de Latche. Il a été reçu au

« château » à partir de 1981. Au milieu des années 1980, le passé de Bousquet refait surface; on s'interroge alors sur le maintien, pendant des décennies, de ces relations, mais Mitterrand les édulcore. Un nouveau procès est en vue pour crimes contre l'humanité, mais, au cours des mois se déroulent les fils des lenteurs de la procédure engagée à son endroit. Lenteurs provoquées et accentuées par le président lui-même et certains ministres. L'un d'entre eux a même parlé d'une « paix civile » qui devait s'imposer cinquante ans après les faits pour ne pas juger Bousquet.

Ce procès n'a d'ailleurs pas eu lieu, puisque Bousquet a été assassiné le 8 juin 1993 devant son domicile parisien. L'affaire a rebondi en 1994, avec la publication du livre de Pierre Péan, *Une Jeunesse française. François Mitterrand 1934-1947*. On sait désormais que le président a fréquenté Bousquet jusqu'en 1986, les révélations se succédant au fil des pages. Tout est alors établi, ce qui montre la complexité, l'ambiguïté d'un homme labyrinthe, Mitterrand.



COLLECTION GAMMA-RAPHO/PIERRE PÉAN/GETTY

Opacité Le second septennat est marqué par une série de révélations concernant le passé trouble (les années d'occupation et les sombres amitiés) et la vie privée du chef de l'État (sa fille cachée) qui choisit de nier ou d'assumer les faits... À g., lors de la cérémonie du 8 mai 1993 ; ci-contre, une de *Paris Match* du 10 novembre 1994.

Les années 1993 et 1994 sont encore plus ravageuses pour son image. C'est en mars 1993 que le scandale des écoutes téléphoniques de l'Élysée est révélé par certains journaux : entre août 1982 et mars 1986, 150 personnes au moins ont été mises sur écoute, 3 000 conversations téléphoniques ont été enregistrées et, dans la foulée, 2 000 Français ont été fichés, ceux-là mêmes qui étaient en relation avec les écoutés. Les « écoutés » ? Des journalistes, des avocats, des politiques, des artistes. Ils l'ont été sans que la justice soit associée, comme c'est la règle en matière d'écoutes ; elles étaient donc illégales et menées par une cellule de l'Élysée constituée en 1982, censée lutter contre le terrorisme. Mais tout a dérapé. Avec quel objectif ? Connaître



PARIS MATCH/DR

les sources de certains journalistes, espionner des avocats, des politiques, des artistes et, bien sûr, Jean-Edern Hallier qui menace le président de révéler l'existence de sa fille adultérine, Mazarine Pingeot : un secret de famille devenu une affaire d'État. En septembre 1994, l'enquête sur les écoutes met nettement en cause la cellule « anti-terroriste » de l'Élysée. En 2004, onze personnes sont jugées pour « atteinte à l'intimité de la vie privée ».

Selon les attendus du jugement, « il ne paraît pas inopportun de rappeler que le président de la République a été

Épinglé Vers 17 h 30, le 15 octobre 1942, Pétain reçoit des membres du service d'entraide aux prisonniers. Mitterrand est l'un d'eux et sera décoré de la francisque, la plus haute distinction vichyste, au printemps 1943. Ce cliché circulera sous le manteau avant d'être dévoilé en 1994 par le journaliste Pierre Péan.

personnellement à l'origine de la création de la cellule élyséenne, qu'il a été directement informé par [...] des informations collectées par celle-ci pour les domaines qui l'intéressaient ou pour lesquels il avait lui-même donné des instructions afin qu'il soit procédé aux écoutes ; c'est donc le responsable politique le plus haut placé dans les institutions de la V^e République qui était le plus directement informé de l'activité de cette cellule. »

L'art de la dissimulation

Pourtant, Mitterrand n'a jamais assumé la paternité de cette opération. Il a même fait éconduire de l'Élysée, en mars 1993, deux journalistes belges qui avaient osé lui poser une question à ce propos, après avoir lancé sur un •••

... ton cinglant et définitif: «L'Élysée n'écoute rien.» Un mensonge asséné avec un incroyable aplomb.

Au fil des années, jusqu'en 1995, les Français découvrent, souvent abasourdis, la seconde vie du président, les coûteuses mesures prises pour protéger Mazarine, les voyages, les logements, les camouflages divers, les prête-noms. 1994 est l'année des adieux et des révélations. En novembre d'abord avec cet article paru dans *Paris Match* sous le titre «Mitterrand et sa fille». Une photo du président et, en médaillon, un cliché du même posant sa main droite sur l'épaule d'une jeune fille, Mazarine, déclenche les passions, la stupéfaction aussi. En pages intérieures, un entretien avec le journaliste Philippe Alexandre révèle ce que le Tout-Paris savait depuis longtemps. La semaine suivante, l'hebdomadaire apporte des «précisions et des informations pour faire taire les

«Il fut résistant après avoir été pétainiste: d'autres que lui ont eu un parcours moins sinueux»

tartuffes.» Les photos initiales ont été montrées au président avant la publication: il ne s'est pas opposé à la parution de ce reportage.

Un cruel droit d'inventaire

Révélation et polémiques cette même année sur le comportement de Mitterrand à Vichy, sans oublier la francisque. Longtemps, Mitterrand a pu faire oublier Vichy, on le constate dans certains articles le présentant dans la

presse. En septembre 1965, à l'ouverture de la campagne présidentielle, un article paru dans *Paris-Presse L'Intransigeant* évoque même «une prétendue francisque vichyssoise», et les biographies consacrées à François Mitterrand à partir des années 1970 ont, toutes ou presque, minoré Vichy. Mitterrand lui-même, dans cer-

tains de ses livres, ne s'est guère attardé sur ces années 1941-1943, passant sous silence 1942, la francisque et le reste.

Dans *Mémoires interrompus*, son ouvrage paru en 1996 à titre posthume, il note: «Cinquante ans après, il suffit d'avoir respiré l'air de Vichy, fût-ce en passant, pour être qualifié de collaborateur ou presque.» Est-ce suffisant? Certes, il a été résistant, mais aussi maréchaliste. Dans l'ouvrage de Péan, on trouve cette phrase de lui: «Il faut se replacer dans l'époque.» Il a été vraiment résistant après avoir été vraiment pétainiste. Mais d'autres que lui dans cette même époque ont eu un parcours, disons, moins sinueux. Ce livre déclenche une cascade d'indignations, même si certains des amis du président tentent en vain de désamorcer la bombe, tandis que d'autres appellent à un droit d'inventaire.

Mais l'image est obscurcie, au point qu'à sa mort, en janvier 1996, les réactions sont mitigées. Certes, chacun salue son courage face à la maladie, son sens du devoir qui l'a amené à présider la France jusqu'à la fin de son mandat, mais sur le bilan de ces quatorze années de présidence – on le voit à la lecture de la presse de tous bords – les commentaires sont plus retenus. Et certains journaux reprennent la phrase de Mitterrand déjà citée... «L'Histoire jugera». Une façon de se dégager, de ne pas prendre position, donc de ne pas condamner. Et aucune publication n'a rappelé cette phrase de François Mitterrand lui-même, extraite de son ouvrage célèbre entre tous, publié en 1964, *Le Coup d'État permanent*: «Dès qu'il y avait de l'ombre, du mystère ou du secret autour du président de la République, la démocratie reculait.» Entre 1981 et 1995, on a constaté ombre, mystère, secret, c'est incontestable. ▢

Serment d'hypocrite Le docteur Gubler est attaché au service du président durant ses deux mandats. Il veille sur sa santé, dépositaire d'un secret d'État qui n'éclatera qu'à la mort de Mitterrand: si on apprend en 1992 qu'il a un cancer, on ignore encore que la maladie s'est déclarée onze ans auparavant, en 1981. Gubler et Mitterrand en 1994.

